

Unis dans la bipolarité Élites, protestataires et espoirs déçus

Christophe Mincke et Baptiste Campion

Le spectaculaire mouvement dit des « gilets jaunes » est au cœur de l'actualité depuis son éclosion¹. Il a totalement bouleversé le profil des luttes sociales, du moins en France. Sur fond d'anxiété pour l'avenir, d'affaiblissement du syndicalisme² et de crise profonde de la social-démocratie, il a replacé au centre du débat la spontanéité et, il faut bien le dire, la violence qui peut l'accompagner, qu'elle soit le fait de ses tenants ou de ceux qui voudraient l'endiguer. Plutôt que de procéder de la recherche stratégique d'un rapport de force visant à s'asseoir à la table des négociations, ce mouvement relève, en tout cas pour l'instant, du désarroi et de la colère. Il suscite en retour l'incompréhension des responsables politiques qui ne savent que faire face à lui.

Entre stigmatisation des violences et légitimation de celles-ci au nom de la nécessité de réveiller les élites au

pouvoir, entre critique de l'absence de carnet de revendications clair et espoir de lendemains qui chantent, entre tentatives de récupérations et mépris pour un mouvement considéré comme non démocratique, non représentatif ou noyauté par des groupes extrémistes, les analystes tâtonnent. Or, si les revendications fiscales et sociales ou le mal-être des classes moyennes et inférieures ont fait l'objet d'une grande attention, une question semble avoir été quelque peu oubliée : celle des représentations sociales qui constituent la toile de fond du mouvement et qui se donne notamment à voir dans les accusations de rapport inadéquat à la réalité que, de part et d'autre des lignes de front, on se renvoie avec entrain.

Vous ne pouvez pas comprendre...

Il est à cet égard frappant que le discours des gilets jaunes³ s'articule souvent autour d'une critique des élites

1| Pour un aperçu du développement et de l'évolution du mouvement, voyez la chronologie établie par *Libération*. « Gilets jaunes, les dates clés », *Libération.fr*, consulté le 17 janvier 2019, <https://bit.ly/2CCuu4u/>.

2| À ce propos, nous vous renvoyons évidemment au dossier du présent numéro.

3| Faute de mieux pour l'instant, nous utiliserons l'expression « gilets jaunes » pour désigner le mouvement et ses membres, sans pour autant présumer une cohérence globale, laquelle apparaît de moins en moins évidente, d'une part, au gré de tentatives de structuration et d'institutionnalisation et, d'autre part, des fracturations du mouvement.

politiques et économiques comme déconnectées des réalités. Dans ce discours mille fois repris dans les médias, il y a, d'un côté, le peuple ordinaire et, de l'autre, des dirigeants qui ne vivent pas dans le même monde qu'eux, n'ont pas les mêmes référentiels, gagnent des sommes inimaginables et ne rencontrent aucune des difficultés de la « vie réelle »... La fièvre s'empare des réseaux sociaux, relayée par les médias traditionnels, lorsqu'un responsable politique ne peut donner, au centime près, le prix d'un pain ou d'un ticket de métro⁴ ou que des gilets jaunes quittent un plateau de télévision parce qu'une députée opposée à l'augmentation du salaire minimum est incapable d'en citer le montant⁵. À chaque fois se rejoue un des classiques de l'opposition entre « les puissants » et « le peuple »⁶. Rien de neuf : pour un peu, on croirait entendre Marie-Antoinette réclamer de la brioche pour les affamés de Paris.

Cette accusation de ne pas être capable de comprendre le point de vue d'autrui, cependant, est aussi renvoyée à la population par les dirigeants. C'est ainsi qu'on accusera les gilets jaunes de vouloir tout et tout de suite, de porter des demandes contradictoires ou impayables, de réclamer des réformes impossibles pour des raisons techniques, économiques, juridiques ou pratiques. Bref, les gilets

jaunes, s'ils étaient montés au sommet de la tour (d'ivoire ?), auraient découvert une nouvelle perspective sur les choses. Depuis Sirius, les choses apparaissent bien différentes, sous un jour plus clair, plus réaliste, plus complexe. Il semble d'ailleurs que cette position soit un des axes choisis par le gouvernement français pour le « grand débat national », qui demande aux Français de se mettre à la place de leurs dirigeants et de se confronter aux — inévitables — contradictions des demandes multiples.

Un des thèmes récurrents du discours des élites politiques, surtout à droite, porte sur l'impossibilité de l'État à financer l'ensemble des interventions qui lui sont réclamées par « la population ». Leur irréalisme relèverait de l'illusion de la toute-puissance de l'État. On notera que la gauche, souvent, tient un discours plus modéré, promettant que l'État volera au secours des plus faibles dès qu'elle aura conquis le pouvoir, avant de déchanter, les caisses étant subitement vides une fois les ministères obtenus. « J'voudrais bien, mais j'peux point » semble devenu l'hymne de la gauche de gouvernement.

Opposition et symétrie

Entre une accusation de sous-estimation systématique de la misère du peuple par les élites et l'irréalisme présumé de la population qui croit qu'il serait simple de la tirer d'affaire, l'opposition semble totale. Les uns couteraient « un pognon de dingue » alors qu'ils n'auraient qu'à « traverser la rue » pour trouver un boulot (pour reprendre des mots du très explicite Emmanuel Macron), tandis que les autres ne chercheraient qu'à « se gaver », tout en abandonnant le peuple à son sort. Est-il points de vue plus irréconciliables ?

4 | Le prix du pain et des viennoiseries semble, depuis longtemps, être un étalon de la connaissance par les politiques du sort de leurs administrés. À ce propos, un article dans *La Libre* recensait une série de récentes polémiques autour de la connaissance des réalités quotidiennes par les politiques (français). *La Libre.be*, « Pain au chocolat, baguette, timbre, ticket de métro : ces politiques déconnectés de la réalité », 25 octobre 2016, <https://bit.ly/2sGStBk>.

5 | Clavel G., « Cette députée LREM sèche sur le montant du Smic, un gilet jaune quitte le plateau », *Le Huffington Post*, 3 décembre 2018, <https://bit.ly/2CDLBTE>.

6 | Les seconds étant considérés par certains comme ne pouvant faire partie du premier, y compris en tant qu'il est, sous le nom de « nation », la source de tous les pouvoirs en démocratie.

Pourtant, il est frappant de constater l'écart entre les discours des candidats aux élections et ceux des élus. Car, en campagne, fleurissent les promesses de lendemains qui chantent. Grâce à quoi ? Grâce à l'intervention de l'État, pardieu ! Le voilà soudain tout-puissant. Que les thèmes soient « de droite » ou « de gauche », c'est sur lui que l'on compte (et c'est sans doute particulièrement vrai en France où la droite est tout aussi étatiste, voire plus, que la gauche). L'alourdissement des sanctions pénales provoquera une baisse des violences faites aux femmes, des primes à l'embauche feront baisser le chômage, l'embauche de policiers rétablira l'ordre, des incitants fiscaux aideront à la transition écologique, la création de nouvelles administrations prendra en charge les nouveaux défis sociétaux, etc. La liste est sans fin.

Soudain, rien ne semble hors d'atteinte et les mesures promises seront aisément financées (une hausse des accises sur l'alcool, une « taxe des millionnaires », un regain de la lutte contre la fraude fiscale) ou se financeront d'elles-mêmes (via un *taxshift*, une hausse des cotisations sociales due à la relance de l'emploi ou une reprise de la machine économique).

Voilà donc que ceux-là mêmes qui s'épouvantaient du manque de réalisme des citoyens leur promettent que, si l'État ne les a pas satisfaits jusqu'ici, ce n'est pas du fait de son impuissance, mais parce que les mauvaises personnes en tenaient les rênes.

Que les problèmes identifiés découlent de modèles économiques globaux, d'évolution des comportements sociaux ou de comportements individuels, ils semblent tous à la portée de l'action étatique, et à court terme, qui plus est, à l'échelle d'une législature. Que

l'on ait échoué des décennies durant et sous des gouvernements couvrant toutes les couleurs de l'arc-en-ciel n'y change rien : cette fois, c'est la bonne.

À l'inverse, nombre de protestataires, qui hier encore se plaignaient de voir les élites les mépriser et les tenir coupables de tous les maux du fait de leur égoïsme, de leur incapacité à se remettre en question ou de leur manque de motivation, sitôt qu'on leur désigne un plus pauvre qu'eux à mépriser et à détester, désignent comme cause de leurs problèmes ceux qui ne seraient pas de vrais membres du peuple ou en seraient les moutons noirs : les chômeurs, les allocataires sociaux, les jeunes, les migrants, bref l'autre. La résurgence en France, dans l'orbite des gilets jaunes, de revendications d'abrogation du « mariage pour tous » en est un des exemples les plus frappants, comme s'il existait le moindre lien entre cette consécration légale de nouveaux modèles familiaux et les protestations socioéconomiques qui constituent l'amorce et le cœur du mouvement. Par ailleurs, les discours de détestation des « élites » et des « riches » que l'on voit émerger, liés à des thèses complotistes (et antisémites), indiquent que l'essentialisation d'un bouc émissaire responsable de tous les maux ne vise pas que les plus faibles. Qui peut raisonnablement croire que « les oligarques à la lanterne » soient une solution aux problèmes de chômage et de cherté de la vie ?

Ces ennemis permettent à bon compte de se présenter comme des individus parfaitement intégrés à la société par la grâce de leur lieu de naissance, de leur vie ordinaire, de leur ascendance, de leur religion ou de leur contrat de travail.

Voilà donc un monde bipolaire, dans lequel les illusions des uns sont entretenues cycliquement (cyniquement ?) par ceux qui pourtant les critiquent, et les stigmatisations des autres sont adoptées par ceux qui, hier, en étaient victimes, sitôt qu'elles concernent des « autres ». Bien entendu, tous ne sont pas concernés et certains sont constants dans leur élitisme, tandis que d'autres le sont dans leurs aspirations révolutionnaires. Dans le champ politique, ils ne semblent pas aujourd'hui avoir le vent en poupe.

Unis dans le simplisme

Nous voilà donc confrontés à un double simplisme, avers et revers d'une même pièce. D'une part, celui qui consiste à chercher un bouc émissaire à sacrifier. Nos difficultés économiques et notre chômage endémique, par exemple, ne seraient pas le résultat de modèles économiques ou de systèmes productifs qui nous placent devant le choix d'en assumer les conséquences ou d'en réformer les caractéristiques structurelles, ils seraient au contraire la conséquence de l'action nuisible d'une catégorie essentialisée : chômeurs, immigrés, allocataires sociaux, jeunes paresseux ou élites déconnectées, au choix. Pour le malaise identitaire, les violences faites aux femmes, le sentiment d'insécurité, la mauvaise gestion de l'État et mille problèmes encore, il en irait de même.

D'autre part, sévit également un simplisme fondé sur le recours à l'État. Avons-nous un souci ? Il suffit de nous en remettre à lui. Que l'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas un vice de la gauche, contre lequel la droite serait immunisée. Car c'est moins une question de taille de l'État que de capacité pour celui-ci à mener des politiques claires, efficaces et dépourvues d'effets indésirables.

Face à la misère et au chômage, la droite affirme-t-elle que le salut viendra du dynamisme économique, de la main invisible du marché et de l'esprit conquérant de l'entrepreneur que les risques n'effraient pas ? Dans les faits, elle multiplie les contrôles étatiques, les réglementations, les niches fiscales et, en fin de compte, les occasions pour l'État d'intervenir. En outre, elle compte largement sur l'usage de la force par l'État pour maintenir l'ordre parmi les populations abandonnées à leur sort ou pour juguler les troubles sociaux. Ainsi, son appel au laisser-faire en matière économique est-il la plupart du temps essentiellement rhétorique et doublé d'une foi en la capacité de l'État à faire tenir une société, comme si elle ne fonctionnait pas avant tout du fait de ses dynamiques propres, l'État n'en étant qu'un accessoire. Il est à cet égard frappant de voir que ceux qui clament que l'État n'est radicalement pas en mesure de prendre en charge des questions complexes comme l'économie pensent par contre qu'il peut en maîtriser d'autres, pourtant aussi complexes, comme celles de l'ordre public ou de la délinquance.

Inconfortable réflexivité

Il faut donc sans doute distinguer la question de l'extension de l'État — quelles questions voulons-nous qu'il prenne en charge ? — de celle de la foi que nous avons en son infaillibilité et sa puissance. C'est surtout le cas lorsqu'il s'agit de gérer des questions complexes... soit à peu près tous les fonctionnements sociaux dans lesquels on pourrait considérer son intervention comme souhaitable.

La résistance du réel à l'action des hommes est source de frustration depuis toujours. Rien ne se passe jamais comme prévu. Est-ce à dire que nous sommes impuissants ? Certainement pas. La question est sans doute affaire de deuil :

faire le constat de l'impossibilité de la toute-puissance démiurgique, sans pour autant sombrer dans la dépression. L'État ne peut pas tout — n'est pas totipotent, avait dit Macron⁷ —, ce qui n'est pas une raison pour renoncer. L'imperfection n'empêche pas l'espoir.

Bref, il est peut-être temps d'œuvrer au développement d'une vision adulte et collective du pouvoir, qui prendrait acte de ce qu'un de ses instruments principaux, l'appareil d'État, n'est pas parfait, mais n'est pas non plus seul en lice. Les moyens de peser sur le fonctionnement de la société et, plus largement, du monde, sont multiples. C'est en soi une bonne nouvelle parce que cela indique que nous ne devons pas tout attendre d'un État qui ne peut tout.

Par ailleurs, la nécessité de tenir compte de la relativité du pouvoir étatique apparaît parfaitement cohérente au regard de son caractère démocratique. En premier lieu, un État démocratique ne peut tout, ne serait-ce que parce qu'il ne se permet pas tout. Tenu de respecter les libertés fondamentales de ses citoyens et l'équilibre des pouvoirs et contre-pouvoirs qui lui est consubstantiel, il est logique que son action soit régulièrement entravée⁸. Supprimer ces entraves accroîtrait sans doute son efficacité dans une série de domaines, mais au prix d'une dérive autoritaire. En second lieu, l'essence même de la démocratie nous semble être ce que l'on pourrait appeler « la mauvaise conscience ». Nous entendons par là que l'action de l'État démocratique doit toujours être sous le coup d'une suspicion (raisonnable) d'abus, suspicion dont l'ampleur doit être proportionnelle à l'emprise sur la vie et les droits des personnes.

Les limites de l'État se donnent donc à voir en tout domaine, y compris dans le respect de ses principes fondateurs. Concevoir l'État comme tout-puissant ou susceptible d'une action parfaitement cohérente serait fondamentalement problématique d'un point de vue démocratique. C'est d'autant plus le cas que, dans de nombreuses situations, le respect total des droits fondamentaux est impossible, par exemple lorsqu'ils entrent en conflit. Le respect de la vie privée peut s'opposer à celui de la vie ou à la tenue d'un procès équitable, par exemple lorsque l'intrusion dans la vie privée vise à assurer la sécurité d'un tiers ou lorsqu'un procès public, garantie d'impartialité, est l'occasion de dévoiler la sphère privée de personnes. Enfin, l'amélioration de la qualité de l'action de l'État est une tension vers un idéal que l'on n'atteint jamais, exactement comme l'aspiration démocratique, qui n'est jamais totalement réalisée. Allons-nous renoncer à cette dernière, sous prétexte que nous ne la réaliserons jamais parfaitement ? Certes non !

Il nous semble donc que la situation que nous avons décrite, d'espoirs immenses placés en l'État, est liée à l'enracinement de la culture démocratique dans nos sociétés et que des progrès sur un plan pourraient entraîner, ou signaler, des avancées sur l'autre.

La conscience et l'acceptation des limitations de l'action de l'État pourraient mener, autorisons-nous à rêver, non au découragement et à la recherche d'un nouveau Léviathan, mais à une gestion plus rationnelle et plus prudente de l'action publique. Un État informé du contexte de son action, du fonctionnement de ses propres instances et de ce que l'homme sait de la société qu'il prétend réguler ; cet État informé par la science, au fond, pourrait continuer de mettre en œuvre des politiques pu-

7 | <https://bit.ly/2B10wXY>.

8 | Mincke Chr., « Qu'est-ce qu'une démocratie ? », *La Revue nouvelle*, n° 1, 2015, p. 2-5, <https://bit.ly/2DwJ6nS>.

bliques..., mais en intégrant la nécessité de la réflexivité. Évaluer les politiques publiques, constituer des savoirs critiques, former le personnel étatique, placer la réflexion et le savoir au cœur d'un débat public intégrant les citoyens de toutes classes, voilà quelques perspectives qui nécessiteraient de dépasser le temps d'un grand débat national ou d'une campagne électorale de plus. C'est un travail culturel sur la durée qui est nécessaire, plus que l'invocation d'une solution définitive à mettre en place au plus vite.

Certes, on pourra s'inquiéter de ce que les gilets jaunes semblent particulièrement attirés par les *fake news*⁹, mais il semble judicieux de commencer par nous interroger plus largement sur le rapport à la réalité de notre système politique pris dans sa globalité, que les errances des gilets jaunes mettent si bien en lumière.

9 | Le Cain Bl., « Les “gilets jaunes”, un mouvement sans leader dans lequel les “fake news” prospèrent », *Figaro*, 30 novembre 2018, <https://bit.ly/2B1Y5nR>.